

Les Temps Modernes

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

34^e ANNÉE MAI 1979 N° 394

HERBERT MARCUSE. — Protosocialisme
et capitalisme avancé

CHARLES BETTELHEIM, BERNARD CHAVANCE. —
Le stalinisme en tant qu'idéologie du capitalisme d'état

PATRICK TISSIER. — Chine : l'impossible rupture
avec le stalinisme

● FRANÇOIS GEORGE. — Lacan ou l'effet-yau
de poésie (I)

● ABDALLAH BAROUDI. — Le complot « saharien »
contre le peuple marocain et son armée (I)
1^{ère} partie

● RENÉE SAUREL. — L'enterrement vive (IV)

CHRONIQUES

EDOUARD LUNTZ. — L'école des beaux jours

ANDRÉE MICHEL. — Réflexions à propos de l'ouvrage
de M. A. Macciocchi

CHRISTIAN ZIMMER. — Un enfer et quelques
purgatoires



Abdallah Baroudi *

LE COMLOT « SAHARIEN » CONTRE LE PEUPLE MAROCAIN ET SON ARMÉE

Nous attirons l'attention du lecteur : cette étude vise essentiellement à appréhender l'affaire du Sahara occidental dans ses incidences majeures sur la scène politique marocaine. En effet, le régime marocain gravement ébranlé par les deux coups d'Etat marqués de juillet 1971 et d'août 1972, l'a montée sciemment en épingle pour en faire une véritable conjuration visant des objectifs multiples, à seule fin de se tirer d'une situation politique extrêmement dangereuse. Cette étude tente également de mettre en évidence les répercussions importantes d'une telle conjuration sur la scène politique algérienne (et donc sur les relations bilatérales algéro-marocaines et maghrébines), dans la mesure où elle devait, selon les calculs du palais royal marocain, impliquer nécessairement l'Algérie. Celle-ci, tombée dans le piège tendu par les dirigeants marocains, a ainsi pris en charge cette machination diabolique dans son exécution et sa « reproduction ». Ce n'est donc pas un hasard, si le palais royal marocain a transformé volontairement l'affaire du Sahara occidental en problème du Sahara occidental. En effet, dans l'esprit des dirigeants de Rabat, la « Guerre saharienne » doit donc durer, afin de leur laisser le temps de mettre en œuvre de nouvelles assises du régime, gravement secoué par les deux « séismes » de 1971 et 1972.

Ainsi, notre étude peut être considérée comme une contribu-

* L'auteur est universitaire, chercheur et écrivain marocain vivant en exil en France depuis de nombreuses années.

tion à l'histoire réelle de l'affaire du Sahara occidental, rendue bien complexe à dessiner, devenant même un véritable imbroglio dont nous tentons ici, sur la base de renseignements précis d'analyser et de démontrer le mécanisme. Quant à notre position sur l'affaire du Sahara occidental, elle est clairement exposée dans nos ouvrages.

A. B.

I. — Quelques points de repère sur la réalité marocaine.

Au moment où s'installe à Alger une nouvelle équipe dirigeante et où l'Algérie est confrontée à des situations politiques et économique très difficiles, sinon graves, au moment où le Maghreb risque de connaître des développements majeurs durant les prochains mois, il est nécessaire de faire le point sur ce qu'on appelle « l'affaire du Sahara occidental » qui se trouve, depuis des années, au centre des relations algéro-marocaines et mauritaniennes, et qui pèse non seulement sur le niveau de vie des masses algériennes, marocaines et mauritaniennes, mais « empoisonne » littéralement leur quotidien.

En effet, la question du Sahara occidental fut transformée sciemment en « pomme de discorde » par le régime marocain aux abois, à la suite des deux coups d'Etat militaires manqués du 10 juillet 1971 et du 16 août 1972. Toute l'affaire saharienne, depuis cette dernière date, a comme levier essentiel la nécessité vitale pour la monarchie marocaine de pouvoir gagner du temps afin de mettre en œuvre une base politique de rechange à celle qui lui a permis de gouverner sans partage de 1960 à 1971.

La construction de cette nouvelle base politique prenant la place de l'ancienne qui avait volé en éclats lors des deux tentatives de putsch de 1971 et de 1972, nécessita ainsi de nouvelles alliances sur les scènes politiques marocaine et internationale. Sur le plan interne, tous les partis politiques, même ceux de l'ancienne opposition, formèrent avec le palais royal une véritable sainte-alliance face à l'émergence des militaires d'origine rurale sur la scène politique. Cette émergence fut présentée comme un danger pour leurs intérêts, identifiée *en privé* — d'une façon foncièrement erronée au « danger berbère » du fait que l'armée marocaine, à tous les niveaux de ses hiérarchies,

recrutait strictement, jusqu'en 1972, au sein des masses paysannes. Sur le plan externe, le régime marocain reçut et continua de recevoir des appuis décisifs, si bien que le Maroc constitue actuellement une des bases principales de l'impérialisme dans le monde. Or, comme l'ensemble des partis politiques ne représente que les intérêts stricts de la bourgeoisie urbaine, et cela depuis près d'un demi-siècle, l'alliance de celle-ci avec le palais royal est indéniablement dirigée contre les masses laborieuses.

En effet, la bourgeoisie dans son ensemble (grande et petite), dont les partis ne sont que les porte-parole, et le palais royal contrôlant et manipulant l'ensemble des formations politiques fantoches qu'il a créées et qu'il finance d'autre part, constituent l'éventail des classes dirigeantes marocaines. Avec leur clientèle respective, elles se partagent plus de 80 % du revenu national, alors qu'elles ne constituent qu'une infime minorité de la population marocaine. Les termes de cette « équation » se détériorent d'ailleurs chaque année au détriment des masses laborieuses. On mesure ainsi la dimension cynique du mot d'ordre ressassé d'une façon incessante par le chef de l'Etat marocain, à savoir « enrichir les pauvres sans appauvrir les riches »¹. D'ailleurs, ce mot d'ordre répercuté continuellement par la propagande officielle, vient de recevoir un démenti cinglant par les déclarations du chef de l'Etat marocain lui-même, qui reconnu pour la première fois, dans une interview accordée à une radio française, que *nous allons vers la ségrégation des couches sociales dans ce pays... ségrégation qui nous trouble mais nous, à l'intérieur de nous-même*².

L'élargissement du gouffre entre les classes privilégiées et les classes laborieuses marocaines, fut à la base des deux tentatives manquées de coup d'Etat militaire de 1971 et de 1972. L'armée marocaine, du fait de sa base sociologique strictement paysanne jusqu'en 1972, constituait et constitue toujours apparemment un tambour de résonance des contradictions, des aspirations et du mécontentement des masses rurales dont elle

1. Daniel Junqua, in : *le Monde* du 11 novembre 1976, dans une série de trois articles du 9 au 11 décembre 1976, ayant pour titre « Une ère nouvelle au Maroc ».

2. Interview accordée à Edouard Sablier et diffusée sur les antennes de *Radio-France*, le 31 octobre 1978.

est issue. Celles-ci ne disposent pas en effet encore, à l'instar de la bourgeoisie urbaine, d'organisations politiques pouvant être leurs porte-parole et défenseurs de leurs intérêts.

Reconstruire une nouvelle base politique pour se sortir d'une situation que des observateurs jugeaient comme désespérée pour la monarchie aux lendemains de 1972, faire face aux masses populaires et à la montée irrésistible des nouvelles générations (sur une population totale ayant largement dépassé les 20 millions d'habitants, près de 60 % ont moins de vingt ans) auxquelles le régime n'offre aucune perspective, détruire surtout l'ancienne hiérarchie des officiers de l'armée qui est qualifiée en privé, d'une façon erronée, de « berbère » par le palais royal et les partis de la bourgeoisie, fonder une nouvelle hiérarchie d'officiers recrutés uniquement au sein de cette même bourgeoisie ; tels sont les quatre impératifs majeurs qui commandent, depuis plus de six ans, toutes les initiatives des classes dirigeantes marocaines et du palais royal particulièrement.

Celui-ci, pour sauvegarder ses privilèges immenses ainsi que ceux non moins immenses de la bourgeoisie face aux masses populaires marocaines, mit en œuvre un scénario fort habile. Il s'agissait de reléguer au second plan et de voiler les problèmes explosifs auxquels est confronté le Maroc, et d'aboutir aux quatre objectifs ci-avant exposés.

Nous nous proposons donc de démentir l'écheveau complexe de ce scénario diabolique aux composantes multiples, et qui revêt la forme d'un véritable complot dans la mesure où le régime marocain, pour démanteler la montée de la résistance des masses laborieuses, utilise toute la gamme des moyens de la guerre moderne contre les peuples. Guerre psychologique incessante par des moyens importants, organisation, reproduction et orchestration de la diversion permanente avec des phases de dramatisation, à l'occasion de certains événements qui sont montés comme de véritables spectacles (la « Marche Verte » du 6 novembre 1975, par exemple) destinés à frapper l'imagination des foules marocaines et les opinions publiques étrangères conditionnées par les mass médias. Développement et encouragements systématiques — plus encore que pendant la période coloniale — du régionalisme et de la division du peuple marocain à tous les niveaux. Encouragements et subsides aux forces obscurantistes religieuses qui se livrent à leur travail de

sape dans les zones rurales avec la bénédiction, la protection et l'aide de l'administration locale et de la gendarmerie (c'est le cas par exemple, de la branche marocaine des Frères musulmans relevant de Saïd Ramadan — vivant en Suisse —, notamment manipulé par la CIA et recevant des subsides de l'Arabie saoudite). Organisation et extension des réseaux de kif (drogue) par l'administration locale et la gendarmerie, au niveau des villages les plus reculés des campagnes marocaines ; des centaines de milliers de jeunes Marocains ont été ainsi intoxiqués, c'est-à-dire neutralisés ; on a tué dans l'œuf toute émergence d'une éventuelle conscience politique, tout en permettant à un très haut dignitaire du régime contrôlant l'ensemble des réseaux grâce à une clientèle nombreuse recrutée dans l'administration et dans certains organismes de l'Etat, d'amasser des sommes fabuleuses en ruinant la santé physique et mentale de ces jeunes dont les familles se trouvent ainsi nécessairement impliquées dans un drame dont elles ne connaissent pas les tenants et les aboutissants. Organisation et encouragements à l'émigration externe, d'abord vers l'Europe et depuis l'été 1977 vers l'Arabie saoudite ; les immigrés marocains sont présentés par les services marocains de propagande comme étant non seulement employés à des salaires mirobolants, tout en revenant au Maroc pendant leurs vacances « auréolés » aussi d'un séjour en terre sainte, ce qui leur confère le titre de « Hadj » ; ces deux aspects sont ainsi sciemment mis en valeur pour encourager les candidats à l'émigration vers le royaume esclavagiste des Wahhabites. Organisation aussi de la peur et de la terreur par une répression implacable des groupes politiques patriotiques (Ila Al-Amam, 23 Mars), par l'intimidation, le « passage à tabac », les enlèvements, la torture, les assassinats spectaculaires comme celui des onze officiers impliqués dans le coup d'Etat d'août 1972 et exécutés en 1973, le jour même de la plus grande fête musulmane de l'année, ou celui d'Omar Ben Jeloun en décembre 1975, ainsi que les tentatives d'assassinats comme celui perpétré contre Mohamed Al-Yazghi, alors un des principaux dirigeants de l'Union nationale des Forces populaires (UNFP), etc.

2. — *La nature et le mécanisme du « complot saharien » contre les masses laborieuses marocaines.*

Depuis 1972 le palais royal s'est attaché à :

- construire une nouvelle base politique ;
- faire face aux masses populaires et aux nouvelles générations dont des centaines de milliers de jeunes furent envoyés au Sahara ou comme immigrés en Europe et en Arabie ;
- détruire progressivement et méthodiquement l'ancienne hiérarchie des officiers d'origine rurale ;

— reconstruire une nouvelle hiérarchie d'officiers recrutés uniquement au sein de la bourgeoisie, suivant en cela l'exemple iranien après le coup d'Etat de 1953 à l'issue duquel le Chah recruta depuis les officiers de l'armée, des policiers et ceux de tous les services affectés à la défense du régime, au sein des classes privilégiées.

Ces deux derniers impératifs ont revêtu et revêtent encore un caractère de haute priorité, dans la mesure où tous les autres aspects économiques et politiques du complot en dépendent d'une façon directe.

Ainsi, aux lendemains du coup d'Etat militaire manqué du 16 août 1972, le palais royal commença à travailler à sa machination. Le problème pour lui se posait dans les termes suivants :

1) Trouver un moyen devant nécessairement revêtir rapidement un haut pouvoir de mobilisation du peuple marocain, afin de dissiper les graves doutes, au Maroc et à l'étranger, au sujet de l'avenir de la monarchie.

2) Ce moyen, prenant en considération la peur viscérale de la bourgeoisie et de ses partis d'une éventuelle arrivée au pouvoir des militaires d'origine rurale, devait donc les rallier inconditionnellement au palais royal ; d'où cette remarque fort révélatrice du chef de l'Etat marocain à Maître Bouabid (leader de l'UNFP à cette époque) reçu aux lendemains du putsch manqué du 10 juillet 1971 : « Vous voyez bien que si le navire de la monarchie sombre, vous sombrerez avec lui ».

3. Le quotidien *Libération* du 4 août 1976.

- 3) Le stratagème mis sur pied doit durer plusieurs années pour pouvoir fonctionner et être reproduit assez longtemps afin d'avoir le temps suffisant pour en mettre en œuvre, non seulement sa composante militaire, mais aussi ses composantes :

politique : ralliement des partis politiques à une prétendue union nationale, mascarade et diversion institutionnelles avec une série d'élections ayant abouti à l'élection d'un parlement « introuvable » le 3 juin 1977, émergence de nouvelles classes, comme par exemple la technocratie et la bourgeoisie du Souss ; tels sont, entre autres, certains des facteurs devant élargir les assises de la bourgeoisie, appelée ainsi à être le substratum de la nouvelle base politique que le palais royal s'attache à mettre sur pied depuis 1972 ;

économique : explosion d'un capitalisme sauvage essentiellement spéculatif, se développant aux dépens des masses rurales. Le pivot de cette expansion fut la « marocanisation ». Distribution de lots de terre pour susciter une classe moyenne rurale liée au régime par des intérêts objectifs.

4) La machination se devait de prendre en considération les millions de jeunes Marocains et dont un nombre important fut prolétarisé par un système d'enseignement de classe qui en a fait des mécontents, opposés au régime et à l'ensemble des partis traditionnels de la bourgeoisie. Cette opposition est encore plus significative chez les jeunes ruraux dont le régime voit avec appréhension augmenter le nombre au niveau des villages de l'arrière-pays. Or, la devise que se plaisent à répéter les amis internes et externes du palais royal, est connue : « Tant que les campagnes marocaines ne bougeront pas sous n'importe quelle forme, le régime ne risquera rien ». Pour prévoir toute surprise dans ce sens, un découpage administratif de plus en plus serré du territoire, vit la multiplication des provinces, des sous-préfectures, de postes administratifs et de gendarmerie afin de renforcer le contrôle social et politique sur les masses marocaines. Le stratagème devait être conçu de telle manière qu'il apparût légitime aux yeux du peuple marocain, de mobiliser cette masse de jeunes et de vider ainsi les campagnes, et surtout l'Atlas et le Rif d'où étaient originaires les auteurs des deux putschs de 1971 et 1972, et d'où est originaire l'écrasante majorité des officiers de l'armée avant 1971.

5) Le stratagème devait surtout être imaginé pour mobiliser

l'armée, dans une vaste campagne de « débordement patriotique » à seule fin de légitimer son éloignement des centres vitaux du pays, de l'occuper et de la précipiter dans un véritable traquenard, un véritable piège, où il sera alors possible de l'enfermer et de l'immobiliser pour mieux permettre ainsi au palais royal d'une part, de l'avoir à sa merci, d'en exterminer et d'en éliminer méthodiquement les officiers, ceux notamment soupçonnés d'être des patriotes, et d'autre part, de se consacrer entièrement et sans risques à la mise en œuvre des autres composantes du complot.

Comme le pivot de celui-ci autour duquel s'articule tout le reste est constitué par sa composante militaire, au centre de toutes les préoccupations du palais royal et des politiciens professionnels des partis de la bourgeoisie (leurs directions notamment), ce n'est donc pas un hasard si le chef de l'Etat marocain déclare : « J'ai décidé d'être mon chef d'état-major »⁴. Il est à noter que l'envoi de contingents militaires en 1973 en Syrie et en Egypte et au Zaïre aux printemps 1977 et 1978, releva de la même logique. En effet, l'expédition d'unités au Proche-Orient en octobre 1973, dans un grand déploiement publicitaire et de « ferveur patriotique », avait, en fait, pour objectif de donner une dimension panarabe à la diversion permanente organisée depuis 1972. Les suites du voyage du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977 ont montré les véritables positions du palais royal par rapport à l'Etat d'Israël⁵.

Mentionnons ici pour l'histoire, que contrairement aux allégations mensongères accréditées par les services de propagande du régime marocain et ceux d'un certain nombre de pays occidentaux, les unités marocaines présentes en octobre 1973 sur le Golan ne sortirent pas grandies de cette expédition au cours de laquelle les dirigeants marocains n'excluaient et souhaitaient même qu'elles fussent éventuellement massacrées ou au moins

4. Interview accordé à *Paris-Match*, n° 1435, 26 novembre 1976.

5. Sur le rôle joué par le palais royal dans la préparation psychologique et diplomatique de ce voyage, voir l'enquête détaillée de Raphaël Mergui, publiée sous le titre : « Les contacts secrets entre le Maroc et Israël », *Jeune Afrique*, n° 904, 3 mai 1978.

La revue palestinienne *Al-Ard* (la Terre) de novembre 1978, a rapporté un article du quotidien israélien *Maurif* du 27 juillet 1978, qui donne des précisions supplémentaires sur le rôle joué par le palais royal marocain.

humiliées⁶. Rabat avait en effet, insisté expressément auprès de Damas pour qu'elles fussent placées en première ligne ! Ce qui fut heureusement refusé en raison de leurs grandes insuffisances et de leurs handicaps sur le plan strictement militaire. « Equipées de vieux clous », selon l'expression même d'un membre de l'état-major syrien, ces unités n'eurent pour ainsi dire qu'un seul et bref contact avec les forces israéliennes qui détruisirent en dix minutes la totalité de leurs chars. Bien plus, celles-ci procédèrent à l'encerclement du gros de leurs forces qui ne durent leur salut que grâce à la nuit qui leur permit de se faufiler vers le Liban par la frontière toute proche et de revenir en territoire syrien. Leur seul « exploit » fut d'avoir abattu un Mig 21 syrien avec un missile Strella (l'équivalent américain du Sam 7 soviétique). Le chasseur syrien fut, en effet, pris pour un avion israélien !

Quant aux interventions au Zaïre en 1977 et en 1978, elles permirent au palais royal marocain de donner une dimension internationale à la conjuration mise sur pied aux lendemains du coup d'Etat d'août 1972. Intervenir pour le compte de l'impérialisme au Shaba, eut et a encore en effet pour contrepartie un soutien qui se concrétise par des appuis politiques, économique, diplomatique et militaire (pour la mise sur pied de la nouvelle armée depuis 1972) des forces impérialistes et de leurs laquais (en Afrique notamment) au régime marocain, dont le stratagème se trouva être ainsi pris en charge pour être reproduit, aussi longtemps que possible, sur l'arène internationale.

6. De cela, les unités marocaines envoyées au Moyen-Orient en étaient conscientes. Un fait important, que nous relatons ici, traduit bien leur état d'esprit. En effet, le contingent des troupes marocaines envoyé en Syrie reçut, quelques temps après son arrivée, un lot important de photos officielles du roi, et qui devaient être suspendues dans les cantonnements des soldats. Or, les hommes de troupe et les cadres subalternes, de leur propre initiative, en firent un grand tas, l'arrosèrent copieusement d'essence et y mirent le feu ! Le palais royal, ayant appris l'incident, fit parvenir un blâme très sévère au général Séfroui commandant les troupes marocaines en Syrie.

3. — *Le « complot saharien » imaginé par Rabat et exécuté par Alger pour le compte du régime marocain et de ses alliés.*

Comme la machination mise sur pied aux lendemains du coup d'Etat militaire d'août 1972 devait revêtir un haut pouvoir de mobilisation du peuple marocain, elle devait donc nécessairement se développer dans un climat passionnel. Or, seule la croyance d'un danger extérieur aux frontières et une menace contre la souveraineté marocaine sont à même de déclencher un tel processus.

C'est dans ce sens que le dossier Sahara, qui ne préoccupait nullement le régime depuis 1956, fut détérioré subitement pour la raison fondamentale qu'il faisait et qu'il devait (dans « l'esprit » du palais royal) impliquer nécessairement l'Algérie. En effet, toutes les phases du complot imaginé par Rabat, se basèrent sur l'hypothèse fondamentale que le régime algérien tombât dans le piège qui lui était tendu, et qui n'est ni plus, ni moins, qu'une véritable provocation. Aussi, pour que le complot imaginé par les dirigeants marocains se mette en branle, pour qu'il puisse se développer et se reproduire d'une façon quasi automatique, faut-il qu'Alger morde l'appât.

Dans ce sens, Rabat se souvint de « l'expérience » et du mécanisme de la préparation et du déclenchement de la « guerre des frontières » en 1963, qui fut de même une vaste provocation préparée des mois durant, où le régime de Ben Bella tomba pieds et poings liés et dont il ne se remit jamais jusqu'à sa chute en 1965. Il s'agissait donc pour le palais royal marocain de rééditer la provocation de 1963 afin d'atteindre des objectifs politiques majeurs.

La « guerre des frontières » visait, sur le plan externe, de circonscrire la révolution algérienne, d'endiguer son effet d'entraînement et d'attirer sur le Maghreb, la Nation Arabe et au niveau de toute l'Afrique, dont de vastes régions étaient encore colonisées.

Dans l'esprit des dirigeants de Rabat, soutenus activement dans cette entreprise par l'impérialisme, il fallait donc mettre le holà au potentiel révolutionnaire de l'Algérie indépendante et ruiner militairement et politiquement son prestige. Or, ces

impératifs visaient aussi et surtout à atteindre des objectifs politiques considérés alors comme vitaux par le nouveau souverain marocain monté sur le trône en 1961. Le nouveau monarque savait que certaines forces politiques marocaines, l'UNFP notamment, et de nombreux observateurs étrangers ainsi que certaines capitales occidentales, lui prédisaient un règne bref. Ajoutons, et c'était plus grave encore pour l'existence de la monarchie, le fait non seulement d'un flottement et d'une réserve, mais aussi d'une hostilité ouverte d'une partie importante des masses marocaines, urbaines et rurales (Rif et Moyen-Atlas notamment) pour le nouveau roi. La tentative de coup d'Etat de l'UNFP, éventée à la fin du printemps 1963, décida le nouveau monarque de mettre sur pied la provocation et le complot ayant abouti à la « guerre des frontières » et dont le scénario fut déclenché le 15 octobre 1963.

Pour le nouveau chef de l'Etat marocain, le meilleur moyen d'écarter et d'enrayer les périls qui menaçaient alors son régime, était donc de se forger une crédibilité et une sorte de légitimité (et qu'il forgea effectivement), avec l'appui total de l'impérialisme, grâce au complot contre l'Algérie indépendante et sa révolution. Mais cette conjuration n'aurait jamais réussi si les dirigeants algériens étaient au courant de ce qui se tramait contre eux à Rabat, et s'ils n'avaient pas été manipulés sur toute la ligne.

De même, après les deux coups d'Etat de 1971 et de 1972, la crédibilité et la légitimité du régime volèrent en éclats. Sa base politique détruite, il se retrouva au bord du gouffre et les mêmes capitales occidentales qui doutèrent de la pérennité du régime monarchique en 1961, en doutèrent encore plus aux lendemains de 1972, d'où leurs hésitations de 1972 à 1975 d'apporter leur appui à la « machination saharienne » du palais royal marocain. D'ailleurs, jusqu'en novembre 1975 les positions sur la question du Sahara occidental de Paris, de Washington et de Madrid, étaient très voisines de celles d'Alger. Un accord secret existait même entre l'Algérie et l'Espagne, franquiste pour créer « une entité étatique... en application du principe de l'autodétermination »⁷. Or, le chef de l'Etat marocain

⁷ Interview de M^e Bouabid à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, n° 805 du 11 juin 1976.

était conscient que son plan ne pouvait réussir que dans la mesure où il pouvait compter sur le soutien de ceux-là mêmes qui lui prêtèrent main-forte en 1963 dans son complot contre la jeune République algérienne.

C'est donc après maintes tentatives diplomatiques infructueuses, entre 1972 et 1975 pour les convaincre, qu'intervint la « Marche Verte » (6 novembre 1975). Celle-ci, montée comme un spectacle d'une grande ampleur, avait essentiellement pour objectif de montrer que le régime n'était nullement aux abois.

C'est cependant la mort de Franco (novembre 1975), l'avènement de la monarchie en Espagne et le bouillonnement révolutionnaire au Portugal, dont l'impérialisme craignait qu'il ne fit basculer dans la révolution la plate-forme ibérique, qui constituèrent les facteurs décisifs du changement dans les positions françaises, américaines et espagnoles. En effet, il était impensable de favoriser l'avènement de la monarchie en Espagne sans fournir nécessairement et parallèlement des appuis multiformes à la monarchie marocaine (et à ses initiatives), de l'autre côté du Déroit de Gibraltar.

Ce changement stratégique fut décidé lors d'une réunion secrète ayant eu lieu le 21 novembre 1975 à Madrid, à l'Ambassade américaine, entre les représentants des Etats-Unis, de l'Espagne et de la France. Aussi, cette date constitue-t-elle le tournant décisif dans l'affaire saharienne, dans la mesure où le palais royal marocain pouvait enfin déployer sa machination dans des conditions encore plus favorables qu'en 1963, puisque la bourgeoisie marocaine dans son ensemble et ses partis politiques prétent leur caution et leur concours actifs, alors que pendant la « guerre des frontières », les forces d'opposition d'alors (UNFP, PCM, UNEM) avaient dénoncé la provocation et l'agression contre l'Algérie.

Le complot mis sur pied aux lendemains d'août 1972 ne commença ainsi à se concrétiser et à donner des résultats tangibles qu'à partir de novembre 1975. S'étant assuré d'une part, l'appui total de la bourgeoisie et de ses partis qui choisirent l'alliance avec la monarchie considérée comme un moindre mal et terrorisés à l'idée de l'éventuelle arrivée au pouvoir des officiers d'origine rurale, et d'autre part, le concours et l'aide multiforme de Paris et de Washington notamment, le palais royal pouvait alors passer à la phase suivante de l'exé-

④ *Le président Giscard d'Estaing représente la France, et fut l'apostat. Zélé, olé, Hassan II, que le gratifica du propre de 2000 ha.*

cution du « Complot saharien ». Le déclenchement de la « Marche Verte » fut en effet, utilisé comme banc d'essai et progressivement l'orchestration changea de ton, surtout quand commença à se concrétiser le changement des positions de Paris, de Washington et de Madrid sur l'affaire saharienne, à la suite de la réunion secrète du 21 novembre 1975 dans la capitale espagnole.

Alger fut alors désigné par Rabat non seulement comme l'obstacle majeur à la « libération » du Sahara Occidental, mais aussi comme un danger pour la souveraineté marocaine. Bien plus, le Parti de l'Istiqlal fit feu de tout bois et brandit ses vieilles revendications sur « Tindouf, Touat et Tidikelt, tout autant de régions annexées par la colonisation française à l'Algérie du temps où les Français prétendaient y rester, du fait qu'ils la considéraient alors comme une partie intégrante du territoire français ». Dès lors que tout l'appareil de propagande officiel marocain, ainsi que tous les organes d'information des partis de la bourgeoisie, parvinrent à faire croire que le régime algérien représentait un danger contre la souveraineté marocaine, on se retrouva exactement dans la situation politique de la « guerre des frontières » de 1963, par laquelle le palais royal avait réussi à tromper et à mobiliser les masses marocaines dans un climat de haine et d'hystérie collectives. L'objectif était de construire la légitimité du nouveau souverain monté sur le trône en 1961. La conjuration de 1963 avait, en outre, pour but de diviser les peuples marocain et algérien frères, afin de faire obstacle au Maghreb dont l'émergence sur les plans territorial, démographique, politique, économique, militaire, géo-politique et stratégique, constitue une des hantises des stratèges impérialistes en Méditerranée et en Afrique.

N'ayant pas retenu les enseignements de la provocation de la « guerre des frontières » de 1963, n'ayant pas saisi non plus que le palais royal marocain travaillait depuis 1972 à sa réédition sous une autre forme et constatant, après la mort de Franco, le changement radical des positions françaises, américaines et espagnoles concernant le Sahara Occidental et leur appui à Rabat, les dirigeants algériens devaient réagir exacte-

8. Interview de Mohamed Boucetta, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, à l'hebdomadaire arabe *Ad-Doustour*, n° 341, 22-28 août 1977.

ment comme le souhaitaient le chef de l'Etat marocain, la bourgeoisie et ses partis. Dans un comportement politique manichéiste et primaire, Alger tomba ainsi dans le piège qui lui était tendu et où sont tombés en même temps, les masses algériennes, marocaines et mauritaniennes. La provocation « saharienne » visant Alger, atteignit ses objectifs, d'autant plus que certains responsables algériens, sensibles aux Sirènes et aux générosités du palais royal marocain, manœuvrèrent dans ce sens au sein de certaines instances de leur pays, en faisant vibrer habilement la corde sensible « anti-impérialiste algérienne ». Ils contribuèrent ainsi, d'une façon décisive, à précipiter le régime algérien dans le traquenard qui lui était préparé.

Pouvait-il en être autrement puisque Alger se lança alors dans « l'aventure saharienne » sans avoir en main le minimum de données objectives, telles :

- le pourquoi des coups d'Etat de 1971 et de 1972, les forces impérialistes qui en étaient partie prenante,
- la base sociologique de l'armée marocaine jusqu'en 1972,
- la nature du mouvement national marocain sous sa forme politique, son implantation et son « insularisation » traditionnelles dans les centres urbains, sa caractéristique d'avoir toujours été le porte-parole de la bourgeoisie. La peur viscérale de celle-ci des masses rurales dans lesquelles recrutait d'une façon exclusive jusqu'en 1972, l'armée marocaine,
- la nature de l'ancienne base politique sur laquelle s'appuyait le régime,
- les mutations majeures survenues dans le rapport de force entre les classes dirigeantes marocaines,
- les nouvelles alliances de classe autour de la monarchie aux lendemains du coup d'Etat d'août 1972,
- le pourquoi du choix de l'affaire saharienne qui fut transformée subitement en problème numéro un, après le deuxième putsch en 1972,

— le fait que le Maroc, dans la stratégie actuelle de l'impérialisme, est en passe de devenir le plus important pays arabe,

— la préoccupation constante et obsessionnelle de l'impérialisme d'utiliser tous les moyens pour faire obstacle à la marche des Arabes vers l'unité, et donc sa préoccupation constante et obsessionnelle d'empêcher par tous les moyens l'émer-

gence d'un Maghreb arabe qui aurait nécessairement comme pivot le Maroc et l'Algérie dont les peuples n'en forment en réalité qu'un seul et dont les économies sont complémentaires. Aussi, leur intégration politique au sein du Maghreb, aboutirait à l'émergence d'une puissance méditerranéenne de première importance.

Les dirigeants algériens, n'ayant pas de vision claire de ces données et ne soupçonnant nullement la vaste provocation montée par le palais royal marocain, s'engagèrent donc dans « l'aventure saharienne ». Il suffit de citer ici trois exemples pour illustrer et étayer cela. Quand Alger décida de s'engager à fond dans l'affaire saharienne, il espérait pouvoir compter, comme en 1963, sur l'appui des organisations syndicales et les partis marocains dits d'opposition ! Et il attendit un certain temps avant de déchanter, ne connaissant pas les mutations survenues sur la scène politique marocaine et ne soupçonnant même pas l'impact et le traumatisme fulgurants des deux coups d'Etat militaires manqués de 1971 et de 1972 sur la bourgeoisie et ses partis, alliés depuis lors à la monarchie.

De même, les dirigeants algériens furent manipulés et manœuvrés sur toute la ligne pendant près d'une année par Rabat et des services occidentaux dans l'affaire dite du « Mouvement du 16 août », une prétendue organisation secrète au sein de l'armée marocaine, alors qu'elle n'existait que dans l'imagination de ceux qui l'avaient conçue pour mystifier Alger et pour essayer de repérer, de cristalliser et de tuer dans l'œuf d'éventuelles velléités putschistes des militaires marocains.

Alger croyait aussi pouvoir compter sur le régime mauritanien dont le rapprochement avec le régime marocain était, selon lui, indispensable en raison du contentieux passé entre Rabat et Nouakchott.

S'étant retrouvé isolé, après les volte-face française, américaine et espagnole, se considérant berné par le nouveau régime madrilène qui ne tint pas compte de l'accord secret algéro-espagnol sur le Sahara du vivant de Franco, et enfin, cédant à la provocation. Alger, qui jusqu'en novembre 1975 s'était contenté d'affirmer ses positions sur l'affaire saharienne, non sans louchement et ambiguïté, passa donc à l'intervention militaire directe qui devait se concrétiser d'une façon spectaculaire par l'attaque massive de l'ANP contre la garnison marocaine

d'Angala. Bien plus, les autorités algériennes perdant complètement leur sang-froid, firent un cadeau inestimable au palais royal marocain en expulsant rudement 35 000 Marocains résidents en Algérie et dont bon nombre parmi eux appartenaient à des familles y ayant fait souche depuis des générations ou ayant même combattu activement aux côtés de leurs frères algériens pendant la guerre de libération. Aussi, le régime marocain eut-il le beau rôle de prendre à témoin les opinions marocaine et internationale de ce qu'il appella l'agression algérienne, et de désigner Alger à la vindicte populaire, comme représentant un danger majeur contre la souveraineté du pays. Par conséquent, pour y faire face, il devait réaliser l'union sacrée autour du trône !

Parallèlement à leur engagement militaire sur le terrain, les dirigeants algériens mirent en place une organisation de propagande contre le régime marocain dont ils venaient seulement de découvrir le caractère réactionnaire, rétrograde et pro-impérialiste, alors qu'ils s'en étaient accommodés pendant plus d'une décennie. De même, un effort diplomatique tous-azimuts — qui ne se relâcha guère depuis — fut déclenché. Aussi, si le palais royal décida, aux lendemains de 1972, de faire du problème du Sahara le problème numéro un du Maroc, celui-ci devint-il, au grand contentement du palais royal, l'affaire numéro un de l'Algérie à partir de 1975. La propagande quotidienne contre le régime marocain puise sa justification, son « inspiration » et les éléments de sa reproduction, dans la propagande non moins quotidienne de Rabat contre Alger, à telle enseigne que le « complot saharien » se développe, depuis 1975, selon un processus quasi idéal qui comble d'aise ceux qui l'ont imaginé.

Dès lors, le « complot saharien », imaginé par Rabat, est pris en charge entièrement par les dirigeants algériens, le palais royal se contente seulement de le « nourrir », de l'entretenir et de le développer grâce à des initiatives, à des déclarations dosées, circonstanciées et dramatisées à dessein, de temps à autre.

Le régime marocain peut alors consacrer tout son temps à la mise en œuvre des autres composantes du « complot saharien » derrière la fable et la farce de la « libération des territoires du Sud », et derrière la clameur et les vociférations de Radio-Rabat et de Radio-Alger.

Parmi ces composantes, celles ayant la priorité des priorités porte, d'une part, sur le démantèlement et sur la destruction de la hiérarchie des officiers d'avant 1971-72, et d'autre part, sur la mobilisation militaire de dizaines de milliers de jeunes ruraux (du Rif et du Moyen-Atlas notamment) prolétariés par le système d'enseignement, alors que les fils de la bourgeoisie qui prêchent la « libération sacrée du Sahara » poursuivent en sécurité leurs études dans les universités marocaines et à l'étranger où se trouvent près de 30 000 étudiants marocains début 1979.

Eloignée ainsi, loin dans le Sud, l'armée marocaine se retrouve, comme le souhaitait le palais royal aux lendemains du putsch d'août 1972, enfermée dans la « souricière saharienne ». Projetée dans un environnement aux conditions bio-climatiques très dures, elle est ainsi entièrement à la merci des bases-arrière (c'est-à-dire du bon vouloir et des calculs du palais royal) pour sa survie, sa sécurité en matière de ravitaillement, d'armement, de carburant et surtout d'eau. Ces moyens sont sous le contrôle des gouverneurs civils ne recevant leurs ordres que du chef de l'Etat, mais « dosés » de manière à ne permettre aucune initiative d'ordre militaire, même si les circonstances l'exigent, hors du cadre des directives imposées. En plus de ces précautions, isolant l'armée dans le « cimetière saharien », il semble, selon certaines indications dignes de foi, qu'un dispositif militaire articulé sur des unités mécanisées aux moyens puissants et, sur une force aérienne composée notamment de F 5, soit implanté et réparti entre les villes de Laayoune et Agadir. Son objectif unique est de réduire toute tentative de mutinerie qui pourrait déboucher éventuellement sur une remontée vers le nord du pays. Cette force militaire est commandée par des officiers triés sur le volet et acquis au palais royal et recrutés dans leur écrasante majorité, au sein de la bourgeoisie. Quant à la force aérienne, ses pilotes sont Jordaniens, Saoudiens, Espagnols et Américains.

Ayant été envoyée au Sahara non pour des raisons militaires, mais bien plutôt pour y être massacrée, l'armée marocaine n'a donc aucune latitude de manœuvre pour se défendre. Elle a reçu l'ordre de « s'enterrer ». Dès lors, ses unités se trouvent presque chaque nuit soumises aux bombardements au canon comme à l'exercice par les détachements des Sahraouis, com-

mandés à tous les niveaux par des officiers de métier de l'ANP. Aussi, les pertes dans les rangs de l'armée marocaine sont-elles très importantes sinon très graves.

Conscients et exaspérés d'être enfermés sciemment par le palais royal dans de véritables trappes meurtrières, nombreux sont les officiers qui, de leur propre initiative, tentent de desserrer cet étau mortel en faisant des sorties avec les moyens limités et inadaptés disponibles. Ces contrevenants sont mis aux arrêts de rigueur d'une façon invariable. Et en mai 1978, selon les rumeurs circulant au sein de l'armée et dans les milieux politiques marocains, il y avait alors quatre-vingts officiers croupissant dans les geôles du régime pour avoir enfreint les directives royales. Il est d'ailleurs établi maintenant d'une façon irréfutable, que c'est pendant ces harcèlements incessants et pendant certaines opérations ponctuelles que des officiers suspectés d'être des patriotes, sont assassinés régulièrement d'une balle dans le dos, par des agents du régime disséminés à dessein dans les bases sahariennes pour accomplir leur besogne. La propagande du palais royal a pendant longtemps fait accréditer la thèse selon laquelle la mort régulière d'officiers d'une façon manifestement suspecte, était due aux bombardements des assaillants.

Il est apparu progressivement, selon les récits mêmes des amis et collègues des victimes ainsi que ceux des hommes de troupe, rescapés du « cimetière saharien », que ces assassinats sont organisés et commis selon un scénario bien connu maintenant. Le palais royal, fidèle à sa politique de division du peuple marocain et à sa politique régionaliste dont il a fait le pivot de sa pratique quotidienne, les fait attribuer à des règlements de compte tribaux ! Aussi, la politique du Dahir Berbère (1950), imaginée et appliquée naguère et qui eut, selon les termes du monarque marocain lui-même, des « conséquences néfastes »⁹, se trouve-t-elle mise en œuvre depuis 1956 avec une constance et des méthodes infiniment plus néfastes que pendant la colonisation, d'autant plus qu'elle est accomplie par des Marocains au nom d'Allah, de son Prophète et de celui du Commandeur des Croyants.

L'armée marocaine, enterrée dans le « tombeau saharien »

est, parallèlement, affectée au niveau de sa hiérarchie des officiers d'avant 1972, par des retraitements anticipés ainsi que par des mutations ininterrompues à des postes éloignés les uns des autres afin de prévoir et d'enrayer toute formation de cellules de militaires. De même, les éléments « suspects », c'est-à-dire les officiers patriotes, sont envoyés souvent en opération. Au niveau des bases au Sahara, il y a en plus une dualité de commandement dont l'un des deux officiers responsables est nécessairement « l'œil » du palais royal. Et au niveau des grandes bases logistiques (Laayoune, Tarfaya, Tantan, etc.) et des carrefours routiers importants, il y a même une pluralité de commandements (armée, gendarmerie, policiers, Forces Auxiliaires). Chacun d'eux relève d'un état-major différent. Ils sont mis en place de telle sorte qu'il y ait, de ce fait, une auto-surveillance réciproque.

Ce climat est accentué par le fait qu'il est maintenant connu que le chef de l'Etat lui-même, en dehors de son cabinet militaire, ne dédaigne pas se mettre lui-même en rapport par téléphone ou par radio avec les officiers-agents du palais royal au sein de l'armée auxquels il demande de fournir des rapports sur tel ou tel groupe de leurs collègues, ou sur toute autre question. Utilisant ce moyen de délation dans le domaine des affaires civiles, il croit faire accréditer le mythe de l'omniprésence du régime par les mots d'ordre suivants : Le roi connaît tout, sait tout, entend tout et voit tout, et par conséquent, peut frapper partout !

L'armée marocaine prise ainsi solidement au piège, sciemment mal ravitaillée et mal équipée, subit des pertes graves, perd progressivement ses meilleurs officiers dont la plupart sont assassinés par les agents du palais royal. Elle est soumise à une pression idéologique et psychologique intense, sachant qu'une nouvelle hiérarchie d'origine bourgeoise est mise en place depuis 1972 et qu'elle est entraînée aux nouveaux armements acquis en France et aux Etats-Unis. Sachant aussi qu'elle est au Sahara pour des raisons strictement politiques dont le but est son extermination grâce à la coopération et à la collusion actives et objectives d'Alger ; on comprend donc que son moral soit très bas, d'autant plus que sous-tendu par un sentiment d'impuissance, il a pour corollaire le développement d'une haine sans limites à l'égard des classes dirigeantes

9. Hassan II, *Le Défi*, mémoires, Albin Michel, Paris, 1976, p. 21.

marocaines et du palais royal tout particulièrement. Cette haine plongeant ses racines, d'une part dans le sang de milliers de tués, d'assassinés et de blessés, et d'autre part dans l'impudence et l'hostilité de milliers de fils de paysans exilés dans le fin fond du sud, constitue à coup sûr, la semence empoisonnée de demain que le palais royal, les partis politiques de la bourgeoisie et leurs alliés externes, s'attachent avec acharnement à faire germer, et dont les moissons et les fruits ne peuvent être, dans un proche avenir, que la tragédie pour le peuple marocain.

Il apparaît ainsi, que les « victoires » quotidiennes contre l'armée marocaine, célébrées bruyamment par les organes d'information d'Alger, sont, contrairement à ce que pensent les dirigeants algériens, tout autant de victoires du régime marocain sur cette même armée, constituée de fils de la paysannerie marocaine, puisqu'elle est au Sahara pour y être détruite. Et plus ces « victoires » célébrées à Alger sont effectives et donc sanglantes, plus le « complot saharien » imaginé et mis sur pied par le palais royal, aux lendemains du deuxième coup d'Etat militaire en août 1972, se réalise et se concrétise progressivement. De même, plus l'opposition apparente entre Alger et Rabat s'approfondit, conformément au scénario et au stratagème mis en place par le palais royal, plus ce complot connaît des phases nouvelles au seul profit du régime et de la bourgeoisie marocaine, ainsi que celui de l'impérialisme.

Ainsi, dès lors que, d'après les calculs du palais royal marocain, le rôle d'Alger devait être (en tombant dans le piège qui lui était tendu) d'exécuter le « complot saharien » imaginé par Rabat, il n'y avait et il n'y a aucune raison, dans l'optique du monarque marocain, d'aboutir à une confrontation militaire directe et générale qui constituerait au contraire, le plus sûr moyen d'en arrêter le scénario et le développement. Aussi, les menaces proférées de temps à autre par les dirigeants marocains, par le chef de l'Etat lui-même et par les responsables des partis politiques quant à la possibilité d'exercer un droit de suite en territoire algérien, n'ont-elles d'autre but que de donner sciemment une tonalité dramatique et provocatrice au déroulement du « complot saharien », afin de pousser Alger à en accélérer l'exécution par la multiplication des actions militaires meurtrières contre l'armée marocaine que le palais royal

s'applique justement à détruire dans le « cimetière saharien », grâce à la « coopération » totale et objective de l'Algérie !

En effet, Maître Boucetta, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, de déclarer que « ce droit de poursuite est légitime puisque nous considérons la région de Tindouf comme un territoire marocain ou, du moins, comme un territoire controversé. Nous ne pouvons permettre que l'on nous attaque à partir de cette région contestée, la nôtre ¹⁰... ». De même, le monarque marocain a affirmé dans un discours radiotélévisé, lors du deuxième anniversaire de la « Marche Verte », que « chaque fois que les frontières marocaines seront à l'avenir violées... l'armée marocaine usera de son droit de suite quelles qu'en puissent être les conséquences ¹¹ ».

Or, il ne s'agit là que de dramatisation et de bravades calculées, servant uniquement le développement du « complot saharien » et le palais royal ne veut à aucun prix arriver à la confrontation militaire avec Alger, du fait :

- 1) que les actions militaires et les violations des frontières marocaines sont pourtant quotidiennes,
- 2) qu'une partie de la palmeraie de Figuig est occupée par l'ANP depuis la fin de 1975 sans que le régime marocain en souffle mot et qu'il s'abstient de réagir,
- 3) que les mines antipersonnel semées en grand nombre dans le Sud Marocain (jusqu'à la ligne Tantan-Akka-Mhamid), par les Sahraouis encadrés et dirigés par des officiers de l'ANP, causent régulièrement des pertes importantes parmi les bergers et leur bétail.

Quand on a saisi le mécanisme, les objectifs et les implications immédiates et lointaines du « complot saharien », on reste confondu. Les dirigeants algériens n'ont pas tiré les enseignements de la provocation et de la machination montées contre l'Algérie en 1963, lors de la « guerre des frontières ». Ils sont facilement tombés dans le piège préparé à leur intention par le palais royal marocain aux lendemains du deuxième coup d'Etat militaire d'août 1972.

Le salut des masses algériennes, marocaines et mauritaniennes et du Maghreb dont nous rêvons jusqu'à l'obsession en

10. Interview de M^e Boucetta à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, n° 823, 15 octobre 1976.

11. *Le Monde*, du 8 novembre 1977.

raison de ses dimensions stratégiques en tous genres face aux impérialismes de l'Ouest et de l'Est, est donc de faire échec (et il n'est pas encore trop tard) à ce complot diabolique, d'autant plus que la nouvelle équipe de dirigeants ayant pris la relève à Alger, a les moyens politiques dans le cadre d'une ère nouvelle de renoncer, et cela sans « perdre la face », aux errements du passé et surtout à « l'aventure saharienne ». Et toutes les parties conviennent que celle-ci constitue pour le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie un fardeau insupportable.

Selon les estimations, l'Algérie dépense chaque jour plus de dix millions de dinars pour l'affaire saharienne, soit plus de 1 milliard de dollars par an. Ce qui équivaut au cinquième du produit de ses ventes annuelles d'hydrocarbures. Comme elle consacre plus du tiers de ses « rentes » pétrolières pour financer les importations des produits de consommation, la part réservée aux investissements s'est donc réduite d'une façon importante depuis 1975, à telle enseigne que près de 80 % des projets algériens ont subi des retards considérables (un grand nombre fut même abandonné), malgré un endettement extérieur non moins considérable. La dette extérieure de l'Algérie est de l'ordre de dix milliards de dollars, fin 1978¹².

Il faut noter que la saignée de 1 milliard de dollars par an consacré depuis 1975 à « l'aventure saharienne », ne constitue, en fin de compte, que son budget de fonctionnement : ravitaillement et armement des Sahraouis, prise en charge des réfugiés, effort diplomatique, etc. Nous ne tenons pas compte dans nos évaluations (faute de données chiffrées disponibles) des frais importants engagés pour le déploiement et la maintenance du dispositif de l'ANP dans le Sud-Ouest du pays, autour de Tindouf notamment et le long de la frontière algéro-marocaine. Ajouter à cela les grandes quantités de matériel militaire acquis en Union soviétique, payées cash et en devises fortes.

Cette immobilisation financière considérable en pure perte, est telle que l'édifice économique du pays s'en ressent à tous les niveaux, à celui notamment des masses algériennes dont le pouvoir d'achat se trouve entamé et érodé par une inflation au taux supérieur à 40 %.

12. Pour la dette extérieure de l'Algérie, cf., « L'héritage économique de Boumédiène », in *Jeune Afrique*, n° 942, 24 janvier 1979.

En ce qui concerne le Maroc, le bilan économique du « complot saharien » est encore plus lourd pour les masses marocaines du fait des « charges financières considérables, notamment pour le renouvellement du matériel militaire et l'équipement en armements modernes des forces armées royales, selon un plan établi en 1973 »¹³.

Selon des estimations optimistes, le budget de fonctionnement du développement du complot mobilise chaque année, et cela depuis 1974, plus de trois milliards de dollars, soit près de 8 500 000 dollars par jour ! Ainsi, de 1974 à 1978 le Maroc a dépensé plus de 15 milliards de dollars, soit près de 1,70 fois le montant total de la formation brute du capital fixe au cours de la période quinquennale 1973-1977, et plus de 5 fois celui de la période quinquennale 1968-1972¹⁴. A cela, il faut ajouter les coûts considérables des acquisitions de matériel militaire, destiné à la nouvelle armée mise en œuvre activement depuis 1972.

La mise en place de l'infrastructure militaire de base du « complot saharien », nécessita, selon le chef de l'Etat lui-même (discours du 8 juillet 1976), plus de 4,5 milliards de dirhams (le même montant en francs environ) pendant la période allant de janvier à juin 1976, c'est-à-dire en six mois seulement ! Et une preuve supplémentaire que le « complot saharien » constitue une véritable machine de guerre contre les masses laborieuses, réside dans le fait que ce furent elles et elles seules qui financèrent la « Marche Verte » par les denrées qu'elles fournirent gratuitement, par les moyens de transport qui leur furent réquisitionnés, etc. Les énormes quantités de ravitaillement amassées à Agadir pour la « Marche Verte », ne furent qu'à peine entamées ; le reste fut vendu à 50 % de son prix réel par quelques éléments de la classe dirigeante à certains représentants bien connus de la bourgeoisie du Souss ! Les masses populaires marocaines furent pressurées et contraintes de faire face, seules, aux exigences de l'emprunt appelé « Emprunt Sahara » de un milliard de dirhams, qui se transforma, selon certaines estimations, en deux milliards 500 mil-

13. *Le Monde* du 6 juin 1978.

14. Sur les montants de la formation brute du capital fixe, cf., *Le Monde* du 10 décembre 1977. 1 Dirham = 1,10 F environ.

lions de dirhams, dont 1 milliard 500 millions prit le « chemin » des poches des principaux dirigeants du régime et de celles de leurs suppôts¹⁵. Et tous les observateurs s'accordèrent alors sur le fait que ni la bourgeoisie, ni le palais royal ne contribuèrent en rien à cet « Emprunt Sahara ». En effet, malgré la bravade sentencieuse du directeur du quotidien *Le Matin du Sahara*, quant au fait que « le peuple a marché, l'armée a marché. C'est maintenant aux riches de marcher... ; il semble que ce soit, encore une fois, le peuple qui ait marché... et la famille royale n'a pas souscrit un centime¹⁶ ».

Il est évident que le Maroc n'a pas de ressources suffisantes pour faire face à ces dépenses astronomiques, et c'est l'Arabie Saoudite et les Emirats qui financèrent, entre autres, tous les achats d'équipements militaires en France et aux Etats-Unis. Comme le fardeau du financement du « complot Saharien » est supporté par les masses laborieuses marocaines, leurs moyens d'existence sont atteints de plein fouet, d'autant plus que le Maroc connaît depuis quelques années un des taux d'inflation les plus élevés du monde. Depuis 1973, il dépasse très largement les 40 %¹⁷, et selon l'hebdomadaire marocain *Libération*, ce taux fut même de 52 % pendant la période 1973-1976¹⁸.

De même, le projet de Plan Quinquennal 1978-1982 fut abandonné purement et simplement, et il accoucha d'un plan Triennal 1978-1980 dont l'objectif essentiel et la philosophie consistent, selon le chef de l'Etat lui-même, à « revoir la procédure administrative afin de rapprocher l'administration des

15. Le Maroc néo-colonial possède dans ce sens une « tradition » bien établie à travers deux précédents significatifs : une souscription nationale pour les « Sinistrés du Nord » (Rif) en 1958, par suite des destructions causées par l'aviation française pendant la résistance armée de 1953 à 1956, avait permis de réunir un montant de huit cent millions de centimes, ainsi que plusieurs caisses de bijoux en or et en argent offerts par les femmes marocaines comme contribution pour reconstruire le Rif ruiné et meurtri. La quasi-totalité de cette souscription ne parvint jamais à ses destinataires. De même, après la destruction de la ville d'Agadir par le séisme de 1960, les aides nationales et internationales, en espèces et en nature, connurent le même sort que celui de la souscription pour les « Sinistrés du Nord » en 1958.

16. *Le Monde* du 11 novembre 1976.

17. Voir sur ce point notre ouvrage : *Maroc, impérialisme et émigration*, Le Sycomore, Paris, 1978, p. 101.

18. *Libération*, n° 96, 8-14 avril 1977, p. 8.

administrés »¹⁹. Ce Plan Triennal vise, en réalité, à créer le cadre et les structures administratives adéquates en vue d'un contrôle social de plus en plus rigoureux, afin de consolider la nouvelle base politique que le palais royal édifie depuis 1972.

Le financement du « complot saharien » constitue un fardeau tellement lourd que sans l'aide de l'Arabie Saoudite et des Emirats, le Maroc aurait déjà connu une banqueroute financière totale. D'ailleurs, pendant l'été 1978 le pays se retrouva pratiquement en cessation de paiement et le chef de l'Etat dut dépêcher en catastrophe l'un de ses conseillers (Ben Souda) en Arabie, où pendant un mois il harcela les dirigeants saoudiens qui le gratifièrent finalement d'une « bouée de sauvetage salvatrice ».

Quant à la Mauritanie, depuis des années, ses responsables politiques au plus haut niveau ont pris l'habitude de faire des voyages réguliers dans les pays arabes pétroliers du Moyen-Orient, et d'en ramener les fonds nécessaires pour faire face au fardeau financier insupportable du « complot saharien ».

Il apparaît donc qu'au niveau du Maghreb, ce « complot saharien » équivaut à une véritable politique de la terre brûlée contre les masses laborieuses. Il vise uniquement à sauver l'existence et la pérennité du régime marocain. Aussi, pour nous patriotes marocains, s'agit-il de faire resurgir les problèmes explosifs auxquels le régime de Rabat se trouva confronté d'une façon si dramatique en 1971-1972 et leur tonalité n'a fait que s'accroître depuis lors, mais ils sont noyés, escamotés et relégués au second plan derrière le « mur de fumée » du « complot saharien » et les vociférations de la « libération » du Sahara Occidental. Ainsi le palais royal gagne du temps pour construire une nouvelle base politique, et ainsi, le Maroc demeure une des bases principales de l'impérialisme. Pour nous, il s'agit de briser la sainte-alliance du palais royal et des partis politiques de la bourgeoisie qui utilise l'affaire du Sahara comme épouvantail pour masquer son effroi devant la poussée irrésistible des nouvelles générations, leur mécontentement et leur impatience au niveau des masses paysannes et

19. Discours du roi Hassan II le 30 octobre 1978, devant le Conseil Supérieur de la Promotion Nationale et du Plan.

ouvrières. Les appréhensions de cette même bourgeoisie sont d'autant plus profondes que l'exiguité de ses bases sociologique et politique la confine dans quelques grands centres urbains du pays. Aussi, ne peut-elle donc prétendre consolider et sauvegarder ses intérêts que dans la mesure où elle est alliée à l'impérialisme et à son laquais, le régime marocain.

Il s'agit donc pour nous d'isoler la direction actuelle de l'USFP, profondément régionaliste, d'une grande partie de sa base qui représente de grandes potentialités. Les débats houleux et la fronde qui dominèrent le dernier congrès du parti, l'ont démontré. Les assises qui se sont déroulées du 8 au 10 décembre 1978, ont été marquées par des prises de positions claires d'une partie importante des délégués. A l'ouverture du congrès des mots d'ordre fusèrent en grand nombre réclamant une « direction révolutionnaire pour les masses populaires » et « non au réformisme, non à la réaction, (oui) à une direction révolutionnaire ²⁰ ».

Enlever au palais royal et à ses alliés l'argument de la pseudo-libération du Sahara Occidental, en le proclamant effectivement, officiellement et solennellement, marocain par Alger, telle est la seule issue pour briser leur sainte-alliance et isoler le palais royal et les directions régionalistes des partis de la bourgeoisie. Telle est la seule voie pour démanteler les bases de l'impérialisme au Maroc. Telle est la seule issue (et les dirigeants algériens en possèdent eux seuls la clef), pour ouvrir grandes ouvertes les portes de la construction rapide du Maghreb, en tant qu'édifice nécessaire préalable sur le chemin de l'unité des Arabes.

4 — *Les objectifs de l'opération du Cap Sigli, en Algérie, le 10 décembre 1978* ²¹.

Pendant la maladie et la longue agonie du président algérien, la vie du pays était suspendue. Le peuple algérien, au

20. *Al-Moustaqbal*, hebdomadaire arabe, n° 95, 16 décembre 1978.

21. Il est à noter que les attentats commis dans les villes algériennes de Maghnia (le 26-01-1979) et à Oran (le 28-01-1979), visaient le même objectif, d'autant plus que le premier, ayant fait dix-sept blessés, fut exécuté à la veille de l'ouverture du congrès du FLN !

niveau de toutes ses couches sociales et de sa classe dirigeante, vécu un grand désarroi, en raison du vide institutionnel, corollaire d'une énorme concentration de pouvoirs dont disposait le président défunt. Ce vide institutionnel eut pour contre-coup, au niveau interne et à l'échelon international, l'installation d'un climat d'incertitude, amplifié et accentué par une vague de supputations, de rumeurs et d'interrogations sur l'avenir de l'Algérie, les hommes qui prendraient la relève, leurs choix politiques et économiques, leur politique étrangère et bien entendu les options dans l'affaire du Sahara Occidental. Pour ce dernier, le palais royal marocain et ses alliés internes et externes, étaient, en effet, très attentifs aux nouvelles qui leur parvenaient d'Algérie. L'incertitude politique que vivait le pays se répercutait directement au niveau des opérations militaires menées contre l'armée marocaine : les actions de harcèlement s'arrêtèrent pratiquement pendant un certain temps et l'affaire saharienne ne fut plus alors le problème numéro un de l'Algérie comme Rabat avait réussi à le lui imposer.

Le palais royal marocain sentit donc qu'une grande incertitude planait de même sur son « complot saharien » dont le développement et l'exécution dépendent entièrement de la « coopération » d'Alger. Il avait ainsi des craintes que son « complot saharien », dont il avait mené à terme plusieurs de ses composantes, ne tombât à l'eau, alors qu'il était dans la phase ultime de son exécution. D'ailleurs, une haute personnalité marocaine ayant l'oreille du palais royal ne déclara-t-elle pas, au cours d'un dîner privé, que le monarque et les dirigeants marocains appréhendaient avec effroi que les nouveaux dirigeants algériens, confrontés aux problèmes immenses hérités de la présidence de Boumediène, ne se « débarrassent du fardeau saharien ». Le régime marocain se retrouverait alors confronté à une situation plus explosive que celle qu'il avait connue en 1971-1972.

Le palais royal marocain qui ne cesse depuis des années de prêcher la « libération sacrée » du Sahara Occidental, craint qu'il ne devienne (du moins rapidement) marocain ! Voilà la contradiction, voilà le paradoxe qui ne sont qu'apparents, car ils expriment en fait la nature diabolique du « complot saharien ».

Il y avait donc un impératif vital pour le palais royal de

trouver un moyen pour faire relancer rapidement Alger dans l'exécution du « complot saharien ». Et le meilleur moyen, surtout dans la conjoncture de désarroi et d'inquiétude intenses résultant de l'agonie du président Boumediène, fut de monter une provocation spectaculaire plaçant les dirigeants algériens, non seulement devant une violation caractérisée de la souveraineté du pays, mais aussi devant un véritable défi.

Dans ce sens, les agissements et les projets de Rabat furent amplement facilités puisque des « croisés du régionalisme » algérien, au courant dès le début de la grave maladie dont souffrait le président Boumediène, commencèrent à s'agiter et à sillonner l'Europe pour tenter de se procurer des armes dans le cadre de ce que l'hebdomadaire *Paris-Match* appelle « le mystérieux complot "kabyle" »²². Les objectifs de ces « éternels » croisés du régionalisme en Algérie et ceux du palais royal marocain étant identiques, leur quête trouva des oreilles très attentives et leurs demandes furent accueillies avec empressement. Le parachutage d'armes par un Hercules C-130 marocain le 10 décembre 1978 au sud du Cap Sigli fut conçu de telle façon que son impact énorme en Algérie à tous les niveaux, eût pour résultat immédiat de ramener l'affaire saharienne au premier plan. Le palais royal marocain pensait avoir sauvé son « complot saharien » et avoir la quasi-certitude que la nouvelle équipe de dirigeants algériens prenant la relève (malgré les réticences de certains d'entre eux concernant l'affaire du Sahara), ne pourraient pas ne pas continuer à aller de l'avant sur la voie tracée dans ce domaine par le président défunt. Comme prévu, le palais royal marocain éprouva un profond soulagement, à constater que les principaux dirigeants algériens affirmaient avec force, dans leurs discours et leurs déclarations, les options déterminées et connues de l'Algérie concernant le Sahara Occidental. Ainsi, grâce à l'opération du 10 décembre 1978, le palais royal marocain pensait avoir enfermé les nouveaux dirigeants algériens dans le piège de leurs propres déclarations solennelles sur la question saharienne. Aussi, pensait-il qu'il leur sera difficile de changer de cap, même s'ils savent que l'affaire du Sahara constitue un fardeau insupportable pour l'économie algérienne. Ajouter à

²² *Paris-Match*, n° 1547, 19 janvier 1979.

cela le fait que le peuple algérien, et même une grande partie de la hiérarchie de l'ANP, ne se sentent nullement concernés par cette affaire, et y voient plutôt un moyen fulgurant ayant permis au régime marocain de s'éloigner quelque peu, ne serait-ce que provisoirement, de l'abîme au bord duquel il se trouvait en 1971 et en 1972.

L'énorme provocation du 10 décembre 1978 a été montée de telle façon qu'elle réussisse : qu'elle connaisse, d'une part le maximum de publicité à l'échelle internationale, et qu'elle provoque, d'autre part dans les circonstances politiques que vivait alors l'Algérie, un véritable traumatisme du peuple algérien. Le palais royal eut recours, entre autres, aux services de l'un des meilleurs spécialistes et l'un des fidèles parmi les fidèles, le lieutenant-colonel Housni, qui fit ses « armes » au Moyen-Orient pendant de longues années. Il était, en effet, chef des services spéciaux à l'ambassade marocaine à Beyrouth, et avait la haute main sur toutes les manœuvres et les agissements occultes du régime marocain à Damas, Amman, Bagdad, Le Caire, etc. C'est lui qui avait réussi à évincer le projet d'un clan (celui d'Aboud Daoud) des services spéciaux palestiniens, d'assassiner le roi Hussein, au cours du sommet arabe de Rabat en 1974. Housni eut connaissance non seulement du projet avant le sommet de Rabat, mais aussi de la liste complète des fidayynes (au nombre de 14), avec leur nom véritable et leur nom d'emprunt qui figurait sur leurs papiers spécialement préparés pour cette opération. Les membres du groupe se rendirent à Rabat (avant le sommet arabe) de divers pays et avec de faux passeports de plusieurs nationalités. Les services et le palais royal marocains alertés par Housni, procédèrent à l'arrestation de tous les membres du groupe débarquant dans la capitale marocaine, selon un ordre d'arrivées échelonnées sur un certain nombre de jours. C'est à la suite de cela que Housni, alors capitaine, fut définitivement rappelé à Rabat et eut depuis, une promotion fulgurante. Malgré le caractère provocateur manifeste de l'opération du 10 décembre, alors que l'Algérie traversait une période douloureuse, il semble que les dirigeants algériens ne se soient jamais posés la question sur les objectifs que visait Rabat. Ils ne s'étaient pas non plus posé la question quand le palais royal marocain exhuma la question du Sahara Occidental pour en faire le

problème numéro un du pays, dans le cadre du « complot saharien » mobilisant et éloignant de leurs villages des dizaines de milliers de jeunes ruraux, et détruisant la hiérarchie de l'armée. Le « complot » fut ainsi pris en charge et exécuté par Alger pour le compte du régime marocain.

Il est à noter qu'au lendemain même du coup d'Etat militaire manqué du 10 juillet 1971, le palais royal pensait déjà utiliser l'affaire saharienne comme moyen et couverture pour sauver son régime. Le scénario seul en était différent. Après la deuxième tentative de coup d'Etat en août 1972, il décida effectivement de faire du problème du Sahara occidental le problème numéro un du Maroc. Ce scénario avait pour objectif de susciter, d'organiser et de financer une véritable sédition à caractère régionaliste en territoire algérien, de manière à provoquer la tension entre les deux pays, ce qui aurait permis au régime marocain (comme en 1963) d'orchestrer une diversion par la mobilisation du peuple marocain à qui, encore une fois, il aurait désigné du doigt Alger comme menaçant la souveraineté marocaine ! Ce projet de sédition ne consistait ni plus ni moins qu'à soulever les tribus Touaregs algériennes du Hoggar ! Pour cela, un comité restreint fut formé au sein de l'état-major de la police politique, et fut chargé de rassembler la documentation nécessaire sur tous les aspects de la région visée et de mettre en place le scénario dans ses moindres détails.

Il convient de souligner que le palais royal avait certes imaginé le complot, mais c'est le général Oufkir (tout en préparant le deuxième coup d'Etat du 16 août 1972) qui devait assumer la responsabilité de son exécution. Parallèlement, un groupe d'agents des services marocains fut « envoyé » à Alger. Et c'est à ce niveau que la problématique du Sahara occidental fut utilisée pour faire prendre en charge ce groupe par les services algériens. En effet, le groupe fut envoyé dans une première phase, en Belgique où il se présenta à la presse, aux autorités et aux forces politiques belges comme représentant à l'extérieur du « Mouvement des Hommes Bleus » du Sahara occidental et constituant une partie de la direction de ce qu'il appelait le Morehob, prétendument engagé alors dans la lutte contre la présence coloniale espagnole ! Le porte-parole de ce groupe et donc de l'organisation fictive, le « Morehob », se présentait sous le nom d'Edouard Moha, voyageait avec un

passport tehadien et prétendait être originaire du Sahara occidental. Or, il se révéla être non seulement un natif de la localité d'Azilal dans le Moyen-Atlas, mais aussi un homme lige du général Oufkir. Présentant le « Morehob » comme un mouvement de libération nationale, le groupe, grâce à une campagne de propagande articulée sur une série de communiqués de presse, de publications, de brochures, de contacts avec les organisations politiques et syndicales européennes, africaines et asiatiques, ne pouvait pas ne pas attirer l'attention d'Alger, pôle d'attraction et d'attache d'un grand nombre d'organisations de libération. Ainsi, comme prévu par le palais royal, le groupe, au nom du pseudo-Morehob, fut pris en charge par Alger au même titre que les autres mouvements de libération, et se fixa (objectif visé) dans la capitale algérienne. La mission du groupe était de prendre contact avec des notabilités des tribus touaregs du Hoggar, de les acheter, de les pourvoir non seulement de moyens financiers importants pour leur permettre de se constituer une clientèle, mais aussi d'armes. Parallèlement, grâce à ses « intermédiaires » touaregs, le groupe était chargé de mettre en œuvre une action politique de sape devant inéluctablement aboutir à un soulèvement général du Hoggar ! Le complot ne fut heureusement pas mené à son terme du fait que le principal responsable de son exécution (Oufkir) disparut dans la tourmente d'août 1972, et que les services algériens eurent vent de l'affaire. Le groupe devait d'ailleurs fuir précipitamment d'Alger à la fin de 1974 et revenir en Belgique, d'où il regagna l'Espagne à partir de laquelle les services marocains rapatrièrent ses membres au Maroc.

En comparant les objectifs du projet de complot visant le soulèvement des Touaregs du Hoggar en 1971-1972, et ceux de l'opération du 10 décembre 1978 au sud du Cap Sigli, on est frappé par leurs grandes similitudes. En effet, de par l'origine des personnes impliquées dans la machination du 10 décembre 1978, du côté algérien et l'emplacement choisi pour le largage des armes, ainsi que les zones où devaient s'effectuer ultérieurement d'autres parachutages, le palais royal marocain visait manifestement à provoquer ou à faire semblant de provoquer (cela revient au même car le but poursuivi est atteint de toute façon) une sédition à caractère régionaliste en Kabylie. Or, le régionalisme est une des constantes fondamentales du

régime depuis 1956 pour diviser et pulvériser les rangs du peuple marocain. Aussi, n'est-il pas étonnant qu'il soit de même utilisé par le palais royal comme moyen fulgurant pour tenter de provoquer la sédition régionaliste en Algérie même, afin de faire tomber les dirigeants algériens dans un nouveau piège, à seule fin qu'Alger, après la disparition de Boumediène, continue d'exécuter pour le compte du régime marocain, le complot imaginé et mis sur pied par Rabat.

5. — *Les semences empoisonnées d'hier et d'aujourd'hui et les tragédies de demain.*

De notre analyse précédente il ressort que la caractéristique dominante de la pratique politique du régime marocain depuis 1956²³, repose sur l'emploi constant de toute une gamme de moyens pour diviser le peuple marocain : semer la discorde, développer et susciter les dissensions, provoquer les anathèmes réciproques, entretenir les vieilles obsessions erronées d'une bourgeoisie hantée par ses faiblesses et son impuissance du fait qu'elle est confinée seulement dans certains ghettos urbains, à telle enseigne qu'elle souffre d'un véritable complexe d'encerclement par les masses paysannes, approfondir sciemment les contradictions régionales, etc. Tel est l'arsenal de moyens utilisés par le palais royal à seule fin de garantir la pérennité de son régime et de sauvegarder ses intérêts immenses, même au prix de la ruine et de l'éclatement du pays.

Pourtant, le monarque marocain ne cesse de répéter inlassablement aux organes d'information nationaux et internationaux, que la monarchie est le seul garant de l'unité marocaine. Il est à noter qu'il développe ainsi le même argument que son grand ami le Chah d'Iran qui affirmait et prévoyait naguère, d'une façon invariable, l'éclatement du pays en cas de la chute de la monarchie des Pahlavi. D'ailleurs, le chef de l'Etat marocain n'affirme-t-il pas de même, dans son ouvrage *le Défi*, que « sans une monarchie populaire, le Maroc n'existerait plus » !

23. Pour plus de détails, cf., notre ouvrage : *Le Maroc à la recherche d'une révolution*, publié sous le pseudonyme de Kamal-Eddine Mourad, Editions Sindbad, collection Idées interdites, Paris, 1972, p. 64 et suiv.

(p. 154). En somme, le palais royal s'applique méthodiquement à semer la discorde et la division dans les rangs du peuple marocain pour mieux proclamer ensuite qu'il est le seul facteur d'unité du pays !

En effet, aux lendemains de l'indépendance octroyée en 1956, le palais royal, confronté à la puissance du Parti de l'Istiqlal, utilisa à fond la sédition régionaliste qui devait aboutir à ce qu'on appelle l'affaire Addi-ou-Bihi en 1957 par exemple²⁴.

De même, il ne cessa de susciter et de favoriser la création, d'encourager et de financer des organisations politiques fantoches à caractère strictement régionaliste utilisées comme instrument pour semer, produire et reproduire la division des masses marocaines. C'est le cas de la création et du financement du Mouvement Populaire il y a plus de deux décennies et qui se présente comme défendant les « intérêts des populations dites berbères ». Le Mouvement Populaire devait d'ailleurs donner naissance, par scission en 1966, au fantomatique et non moins régionaliste Mouvement Démocratique et Constitutionnel.

Dans le cadre du sauvetage de la monarchie aux abois, aux lendemains de 1971-1972, et en prévision de la série de farces électorales faisant partie de la composante politique du « complot saharien », le palais royal créa, fin 1974, deux autres formations régionalistes dont le « Parti de l'Action de Senhaji à prétention régionaliste rifaine et le Parti Libéral Progressiste... organisation mise en place par certains milieux d'affaires du Souss »²⁵.

Ainsi, vis-à-vis de certaines capitales occidentales qui doutèrent de la crédibilité de la monarchie marocaine et de sa capacité de pouvoir remonter le courant après les séismes de 1971 et de 1972, l'existence formelle de neuf partis politiques dont plusieurs sont de simples marionnettes du palais royal et que d'autres ont une représentativité aléatoire sinon fictive, est essentiellement destinée à faire croire que le roi « n'est pas seul »²⁶. Cela apparaît d'autant plus tangible, comme veut le

24. Sur l'affaire Addi-ou-Bihi, cf., notre ouvrage : *Le Maroc à la recherche d'une révolution*, op. cit., pp. 65-66.

25. *Le Monde* du 10 octobre 1976.

26. Interview du souverain marocain à l'hebdomadaire *Le Point*, n° 17, 15 janvier 1973.

faire accréditer le palais royal à ses alliés externes qui sont ses bailleurs de fonds, que tous ces partis ont formé avec la monarchie une sorte de sainte-alliance dans le cadre du « complot saharien », exécuté derrière le « rideau de fumée » de la pseudo-libération du Sahara.

Le pluralisme purement formel des partis politiques n'est qu'une couverture habile pour voiler l'action régionaliste de sape en tant que pivot de la pratique politique du palais royal, à seule fin de diviser et de pulvériser les rangs du peuple marocain. En ce qui concerne plus précisément les partis politiques de la bourgeoisie (grande et petite) (Parti de l'Istiqlal, l'Union Socialiste des Forces Populaires, le Parti du Progrès et du Socialisme notamment), il est indéniable qu'ils cautionnent cette politique de division des rangs du peuple marocain, d'autant plus qu'il est connu que les directions de ces partis sont foncièrement régionalistes puisqu'elles ne voient, ne lisent et ne décryptent « leur Maroc » qu'à travers les intérêts de la bourgeoisie de Fès, Rabat, Salé et Casablanca. Ainsi, à la politique de division du peuple marocain et au régionalisme en tant que caractéristiques fondamentales et constantes des méthodes de gouvernement du palais royal marocain, répond au niveau des partis et plus particulièrement ceux de la bourgeoisie, un régionalisme qui n'est certes jamais avoué publiquement, mais qui n'en sous-tend pas moins toutes les arrières-pensées, les initiatives et la pratique quotidiennes de leurs directions qui le dissimulent de la sorte, telle une conscience honteuse.

Par contre, leurs représentants au sein des organismes administratifs, au sein des universités et au niveau de tous les secteurs de l'activité nationale, ne se cachent nullement pour le faire passer dans les faits, et cela contre les masses laborieuses marocaines. Il n'est donc pas étonnant que le palais royal marocain et les partis de la bourgeoisie se retrouvent du même côté depuis 1972 pour conjurer et entraver ce qu'ils appellent en privé « le danger berbère » ! C'est d'ailleurs cette crainte erronée qui est à la base de l'accord secret passé entre le palais royal et la direction du Parti de l'Istiqlal, juste après l'institution par Dahir du 25 octobre 1977 d'un Conseil de Régence devant prendre la relève en cas de décès subit du roi. Par cet accord, le Parti de l'Istiqlal s'engage à assurer et à lutter pour le maintien de la monarchie en cas de vacance du trône. En

contrepartie, il semble que Maître Boucetta (secrétaire général du parti) figure parmi les membres principaux de ce Conseil de Régence et, son parti lui-même fut largement « favorisé » par l'administration lors des élections législatives du 3 juin 1977. Il dispose, en outre, de près du tiers des portefeuilles gouvernementaux dans le deuxième gouvernement Osman, formé le 10 octobre 1977. Il n'est donc pas surprenant que certains de ces partis, qui furent naguère en butte pendant plus de dix ans à une répression implacable et sanglante du palais royal, qu'ils accusaient alors d'exercer un pouvoir dictatorial, décèlent actuellement à la monarchie des certificats de démocratie. Pourtant, ils ne cessaient naguère de répéter que « le roi Hassan II gouverne seul et à travers la police... et que les ministres ne sont que des paravents »²⁷.

Maître Bouabid, secrétaire général de l'USFP, ne prévoyait-il pas, alors que la farce des élections de 1976-1977 était lancée, qu'il s'agirait « d'une démocratie constitutionnelle, démocratique et sociale » ?²⁸ Et après les élections législatives du 3 juin 1977 qui aboutirent à un parlement « introuvable », l'hebdomadaire de l'USFP en langue française, *Libération*, de titrer, au sujet de ces élections : « ... expérience qui a sombré dans les manœuvres les plus grossières »²⁹ en raison, croyait (ou faisait croire) alors Maître Bouabid, de ce que « les ordres officiels donnés d'en haut sont radicalement méconnus, systématiquement transgressés par les agents locaux »³⁰. De même, Ali Yata, secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme, d'affirmer que « le processus de démocratisation est lié aux deux tentatives de putsch. En tout cas, il y a au Maroc un développement continu de la démocratie »³¹.

Il importe de souligner que la pseudo-démocratisation au profit des partis politiques de la bourgeoisie, depuis 1974 notamment, entre dans le cadre de la construction de la nou-

27. Interview de M^e Bouabid au journal madrilène *Pueblo*, du 10 avril 1973, reproduite dans certains de ses passages par *Le Monde* du 12 avril 1973.

28. Interview de M^e Bouabid, reproduite par le mensuel *TopAfrica*, n° 20, décembre 1976.

29. *Libération*, n° 118, 10-16 juin 1976.

30. Conférence de presse de M^e Bouabid reproduite dans le n° 118 de l'hebdomadaire *Libération*.

31. Interview à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, n° 896, 8 mars 1978.

velle base politique du régime et de la mise en œuvre du « complot saharien », comme le reconnaissait avec la franchise, la fougue et le courage qui caractérisaient Omar Ben Jelloun, assassiné en décembre 1975 : « Hassan II nous a relâchés parce qu'il avait besoin de nous »³².

L'alliance des partis de la bourgeoisie et du palais royal marocain s'est donc faite pour des raisons objectives et leur collusion dans le développement du « complot saharien » est une donnée politique évidente dont le but est, d'une part, d'envoyer une éventuelle prise de pouvoir par les officiers d'origine rurale en enterrant et en détruisant la hiérarchie de l'armée dans le « cimetière saharien », et d'autre part, d'envoyer de même la pression fulgurante des jeunes générations ouvrières et paysannes (prolétariées par un système d'enseignement de classe), en envoyant des milliers de jeunes dans le « tombeau saharien ».

De cette façon, le palais royal et les partis politiques de la bourgeoisie pensent avoir mis le holà à ce qu'ils appellent en privé le « danger berbère », en semant les graines empoisonnées de la discorde, en suscitant par leur pratique politique quotidienne, la division et la haine régionalistes. Aussi, la bourgeoisie marocaine, enfermée dans son ghetto urbain, incapable d'avoir un projet politique cohérent, condamnée ainsi à être à la traîne d'une monarchie moyenâgeuse et de l'impérialisme, et découvrant avec fureur les délices et les profits fabuleux du capitalisme sauvage édifié au détriment des masses paysannes et au prix de la ruine progressive du pays, est-elle hantée par ses vieilles obsessions et ses phobies.

S'il est légitime de craindre que le pays ne soit éventuellement géré comme une caserne (en raison du sombre bilan des régimes militaires de par le monde), alors qu'il est géré, depuis 1956, comme une propriété privée par « une monarchie quasi absolue »³³, il est néanmoins dangereux et insensé de faire cause commune avec le régime en place, et de cautionner politiquement son « complot saharien » contre les masses laborieuses marocaines.

« *posthume* »

32. Interview au quotidien français *Libération* du 3 mars 1976.

33. Duverger, *Le Monde* du 1^{er} septembre 1970.

Remarque importante.

Il importe de faire ici une remarque très importante : la prise du pouvoir par les militaires d'origine rurale dans les pays de la zone-sud aboutit nécessairement à l'extension et à l'approfondissement horizontal et vertical des rapports de production capitalistes. Il s'ensuit donc un élargissement et une consolidation de la base capitaliste et donc celle de la bourgeoisie qui arrive ainsi progressivement à récupérer et à « intégrer » la classe militaire s'emparant du pouvoir. Cette classe militaire d'origine paysanne constitue, en fait, une composante de la petite bourgeoisie rurale.

Dans ce sens, l'exemple-modèle est constitué à coup sûr par la petite bourgeoisie militaire nassérienne qui s'est muée, en l'espace de vingt ans, en une nouvelle grande bourgeoisie. Aussi, l'avènement du président Sadate (après le coup d'Etat de 1971), à la tête de l'Egypte post-nassérienne, constitue-t-il la concrétisation évidente et objective de l'alliance de la nouvelle grande bourgeoisie formée du vivant de Nasser et de l'ancienne grande bourgeoisie qui vit le jour et prospéra à l'ombre de la colonisation anglaise.

Le processus qu'a donc connu la vallée du Nil est en train de se développer à marches forcées en Irak, en Syrie, en Algérie, au Soudan, en Libye, etc. Nous concluons, d'une façon catégorique, que l'avènement éventuel des militaires d'origine rurale au Maroc, se fera nécessairement à long terme au profit de la bourgeoisie marocaine qui, à défaut de disposer d'un projet politico-idéologique et d'une économie politique, en rapport avec les réalités nationales, se contente d'assumer le rôle peu reluisant de second d'une féodalité dynastique d'un autre âge, en cultivant et en « ruminant » ses vieilles obsessions.

Cela est d'autant plus évident, quand on sait que la monarchie marocaine adopta et copia scrupuleusement, depuis 1972, le modèle de la monarchie des Pahlavi et ce, dans tous les domaines, pour mettre en œuvre son « complot saharien ». Or, « l'équation marocaine » du Maroc « iranisé »³⁴, selon l'expres-

34. *Libération* du 5 juillet 1976.

D'ailleurs, ce n'est pas un hasard que le Chah ait choisi le « Maroc iranisé » comme pays de son exil « provisoire ». (Suite p. 1842.)

sion d'un quotidien parisien, ne diffère guère de « l'équation de l'Iran » où les masses populaires viennent de pulvériser un système politique implacable, qui fut un véritable et gigantesque laboratoire d'expérimentation contre la liberté et la lutte des peuples.

Le Maroc, dans la stratégie impérialiste des années 80, est considéré comme étant le plus important pays arabe de par ses richesses, ses potentialités et sa situation stratégique et géopolitique d'une importance capitale. Il est nécessairement, plus que naguère, objet de convoitises très vivaces. Il est donc évident que la politique de pulvérisation méthodique des rangs des masses marocaines, par la discorde et la division régionalistes mises en œuvre dans le cadre du « complot saharien », sert sur toute la ligne les visées des impérialismes de l'Ouest et de l'Est. Aussi, les semences empoisonnées, semées hier et aujourd'hui, ne peuvent-elles donner comme moisson, au niveau de tout le Maghreb, que la tempête, et préparer éventuellement les tragédies de demain.

Abdallah BAROUDI.

Janvier 1979.

Il est à signaler que certains hauts dignitaires très proches du palais royal marocain estiment en privé que la présence du Chah au Maroc constitue une « mauvaise affaire » pour le régime de Rabat, d'autant plus que même les petits écoliers marocains disent tout haut : « Qui se ressemble s'assemble ! » Dans ce sens, l'interview du chef de l'Etat marocain diffusée le 8 février 1979 sur les antennes de *Radio-France*, est hautement significative, puisqu'elle revêt le caractère d'un véritable plaidoyer pour le régime des Pahlavi. Quant au peuple iranien et à ses immenses sacrifices, ils furent rabaisés, dans cette interview, à une simple et méprisante distinction entre « la populace et la population », formule que l'ancien Premier ministre iranien Bakhtiar se plaisait à répéter souvent devant les envoyés spéciaux de la presse internationale.